

# l'Uqam

UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC  
À MONTRÉAL  
ARCHIVE

Postes  
Canada  
Post  
Particulier  
Troisième  
classe  
MONTREAL  
BM-27



## Les gens d'images en congrès

Que de mots autour de l'image. Et combien de langages différents autour d'une même réalité. Peut-être fallait-il s'y attendre puisque les centaines de participants au premier Congrès franco-

québécois des Gens d'images, qui s'est terminé vendredi, 14 octobre, venaient de disciplines fort diverses, chacun ayant sa façon d'être et son regard.

niqué? S'est-on compris? De toute façon, le Congrès a été en soi un événement. Nous en reparlerons.

A-t-on écouté? A-t-on commu-



## L'aide à la diffusion des travaux de recherche

L'UQAM vient de se doter officiellement d'une politique d'aide institutionnelle à la diffusion des travaux de recherche universitaire. «Il s'agissait d'officialiser ce qui existe, dans les faits, depuis un an. Le programme est maintenant bien rodé, et peut fonctionner sur une base permanente.» Le doyen des études avancées et de la recherche, M. Jean Brunet, précise que le budget du décanat n'est pas augmenté pour autant: il faudra effectuer une nouvelle répartition des fonds, plus apte à répondre aux besoins identifiés.

Ce programme d'aide comprend cinq catégories de subventions: aide à la publication, à la participation à des organismes scientifiques ou professionnels, aux voyages pour fins de communication de la recherche, aux expositions, aux colloques. Il a donc fallu adopter des règles concernant l'admissibilité des unités de recherche et des professeurs, des normes de sélection propres à chaque catégorie, les principes d'allocation des ressources entre les catégories, etc.

Ces mesures incitatives visent à favoriser la communication des travaux de recherche, y compris les travaux personnels qui échappent souvent aux voies habituelles de diffusion. M. Brunet est convaincu qu'une telle politique

sera un facteur de développement important pour la recherche à l'UQAM, non seulement pour la consolidation des activités déjà existantes, mais pour le démarrage de nouveaux projets.

«Nous n'avons pas l'intention de concurrencer les organismes de subvention sur leur propre terrain, explique M. Jean Brunet, mais d'assurer un rôle de complémentarité à leur égard.» Cela permettra d'établir des liens organiques entre les diverses sphères de spécialisation en créant un réseau de diffusion interne et externe; de briser l'isolement du chercheur individuel, d'une équipe de recherche, d'une commu-

nauté scientifique particulière; d'éviter le doublement des efforts par la connaissance des thèmes déjà explorés par d'autres chercheurs...

M. Brunet: «Au bout du compte, chacun peut y trouver son intérêt; l'institution acquiert du prestige au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, rehausse son image extérieure et découvre les compétences variées des membres du corps professoral. De leur côté, les professeurs et les unités organisationnelles apprennent à se connaître, à collaborer et à s'apprécier mutuellement...»

C.G.

## New-York, ce géant...

«Ça valait bien des cours. C'est un bon départ d'année pour le module. Il est vrai que New-York est un mythe, mais ce que nous avons vu est indescriptible.»

Marie-Josée Plouffe, Pierre Elie et Robert Stafford, étudiants de 3e année au module d'études urbaines, arrivent tout juste d'un séjour à New-York. Une cinquantaine d'autres étudiants étaient de la partie ainsi qu'un petit nombre de professeurs.

Le tiers du module s'est donc transplanté pour quatre jours à New-York. Dans quel but? «C'est une ville qui n'a pas d'équivalent au Canada et qui est facilement accessible. Tout nous intéressait: son gigantisme et les problèmes qui y sont reliés, sa crise financière actuelle, ses organismes d'action communautaire.»

Marie-Josée Plouffe a particulièrement apprécié la conférence du professeur Edel, du Queen's College, sur la crise financière de New-York. «Il nous a fait comprendre le phénomène économique actuel, dit-elle. C'est com-

plexe et monstrueux: un changement de structure peut mener à une impasse; c'est de ça dont il s'agit, en somme.»

Pierre Elie et Robert Stafford n'en sont pas revenus de leur tour d'autobus à Bronx. «Ce sont des pâtés de maisons complètement barricadées; une surface désertique inimaginable. On a une impression de bombardement. Les quartiers abandonnés de Montréal, c'est de la p'tite bière à côté de ça.» Et puis, dans le même coin, Cooperative City, 32 tours d'habitation de 22 à 24 étages, modernes et tout! On y perçoit les deux extrêmes, selon Pierre: la puissance du capitalisme et sa déchéance.

D'autres quartiers ont pu être visités: East Harlem, Manhattan et Roosevelt Island. «Notre guide était extraordinaire, soulignent les étudiants. Ann Anderson avait une perception critique sur tous les phénomènes avec lesquels elle nous mettait en contact. Nous avons beaucoup appris d'elle.»

Une visite à la commission d'urbanisme de la ville et une

## Inscriptions définitives

Selon les chiffres officiels révisés par le service du registrariat, tenant compte des modifications de cours (annulations ou ajouts), le nombre des inscriptions s'établit cet automne à 13 942. Au

début d'octobre l'an dernier, tout juste avant le conflit de travail, on comptait 15 212 étudiants à l'UQAM.

Les étudiants, cet automne, se répartissent comme suit:

	T. complet	T. partiel	Total
<b>PREMIER CYCLE</b>			
Arts	729	402	1 131
Formation des maîtres	1 467	1 981	3 448
Lettres	647	546	1 193
Sciences	535	489	1 024
Sciences éco. et adm.	841	1 984	2 825
Sciences humaines	1 628	1 075	2 703
Etudiants libres et propédeutique	21	218	239
Sous-total 1er cycle			12 563
<b>DEUXIEME - TROISIEME CYCLES</b>			
Bac. d'ens. professionnel	247	597	844
Programmes divers	15	518	533
		2	2
Sous-total			1 379
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>6 130</b>	<b>7 812</b>	<b>13 942</b>

## L'A.G. des étudiants est reportée

La première assemblée générale des étudiants de l'UQAM, convoquée mercredi dernier, a été reportée au 19 octobre, faute de participants. Elle se tiendra au GESU, à 19h00. L'ordre du jour est inchangé: informations diverses, hausse des prix à la cafétéria, chômage étudiant, congrès d'orientation de l'AGEUQAM, reconnaissance et financement de l'Association.



De gauche à droite: Marie-Josée Plouffe, Pierre Elie et Robert Stafford, du module d'études urbaines.

rencontre avec Jacqueline Leavitt, de l'Université Columbia, sur les conseils de quartiers a complété le programme de travail.

Conclusion unanime de nos trois voyageurs: il faudrait y

retourner plus longuement pour comprendre mieux encore. Et pourquoi pas une étude sur le terrain à Boston, Toronto et... à Montréal?

D.N.

## Commission des Etudes

A l'assemblée régulière du 11 octobre dernier, la Commission des études a:

- diplômé 677 étudiants de 1er cycle et 17 de 2e cycle;
- nommé à la sous-commission du 1er cycle deux nouveaux membres: MM. Louis Cyr (arts) et Pierre D'Aragon (sciences économiques et administratives);
- renouvelé les mandats de MM. Michel Allard (sciences de l'éducation) et Jacques Labelle (linguistique);
- nommé à la sous-commission des études avancées et de la recherche cinq nouveaux membres: M. Bernard Schiele (lettres), Madame Madeleine Greffard (arts), M. Paul-Martel Roy (sciences économiques et administratives), M. André Bernard et le vice-doyen, Madame Claire McNicoll-Robert (sciences humaines);
- renouvelé les mandats de Madame Micheline Calvé (arts) et de M. Jean Villeneuve (sciences de l'éducation);
- renouvelé le mandat de M. Marcel Gagnon comme directeur du CRESALA;
- renouvelé le mandat de M. Conrad East comme directeur du CERSE;
- nommé M. Bruno Scherrer directeur du programme de maîtrise en biologie pour un mandat de deux ans;
- nommé M. Pierre Ménard directeur du programme de maîtrise en gestion de projet pour un mandat de deux ans;
- nommé Mlle Hélène Richard directeur du module de psychologie pour terminer le mandat de M. Peter Scherzer, soit du 11 octobre 77 au 31 mai 78;
- approuvé les modifications d'admission aux programmes de bac-

- calauréat en arts plastiques, de baccalauréat en design graphique ainsi que des baccalauréat et certificat en animation culturelle;
- adopté des modifications au programme de maîtrise en science politique;
- adopté cinq nouveaux programmes: au 2e cycle, programmes de maîtrise en communication et de maîtrise en administration des affaires; au 1er cycle, programmes de baccalauréat en évaluation et en planification immobilières, de baccalauréat en danse, ainsi que de baccalauréat en enseignement des sciences;
- approuvé et référé au Conseil d'administration l'entente de transfert de crédits et de frais de scolarité pour l'année 77-78;
- mis sur pied un regroupement des professeurs en travail social sur une base expérimentale pour un an, la responsabilité en incombant à Madame Johanne Ledoux, directeur du module de travail social;
- créé un Fonds de développement pédagogique en y affectant un montant de \$30 000 sous la responsabilité du doyen des études de 1er cycle;
- demandé au comité des ressources d'examiner la budgétisation de l'audio-visuel;
- institué un comité des usagers de l'audio-visuel.

## Le gouvernement du PQ et les travailleurs

«Le gouvernement du P.Q. s'engage à ... fonder la politique économique sur des objectifs humains et sociaux et, à cette fin, établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des Québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée.» Cet objectif est tiré de la plus récente version du programme péquiste (congrès 77). Qu'en est-il de la pratique politique de ce gouvernement? Mme Céline Saint-Pierre, professeur de sociologie à l'UQAM depuis 1969, secrétaire de l'Association internationale de sociologie (UNESCO), traitera de cette question lors du colloque sur le bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois, les 10 et 11 novembre prochains.

«On est frappé par les orientations socialistes qu'annonce le programme de ce Parti; il implique, par certains aspects, le renversement complet du fonctionnement actuel de la société et de ses objectifs; on comprend comment un tel programme ait su s'attirer le vote des travailleurs québécois lors des dernières élections.» Mme Saint-Pierre ajoute que le PQ ne peut être analysé comme un parti traditionnel: c'est le premier parti de masse au Québec; il comporte une base militante très active (150 000 adhérents et une foule de sympathisants).

Autre constatation: par son projet de libération nationale, il draine un mouvement plus large émanant surtout de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière. «Or, les raisons qui ont incité chacune de ces classes sociales à voter pour lui ne sont pas forcément les mêmes.» A son avis, ce vote des travailleurs peut être interprété de deux façons: comme un rejet des partis traditionnels qui ne répondent pas à leurs besoins; ou comme appui à

son programme économique et social, dont la réalisation pourrait être facilitée par l'indépendance politique du Québec.

Entre le Parti québécois, son programme et son aile parlementaire, poursuit Mme St-Pierre, l'écart est considérable. Le discours du premier ministre Léves-



Céline Saint-Pierre

que à New-York devant les membres de l'Economic Club, les déclarations des ministres, les projets de loi, contredisent quotidiennement les déclarations d'intention contenues dans le programme péquiste. Comment expliquer ce phénomène? «Il existe deux explications possibles. Ou bien le programme est l'aboutissement des tendances qui s'affrontent au sein du parti et répond aux aspirations d'une partie importante de sa base militante; ou bien ce programme est mystificateur.»

Les centrales syndicales - ou plutôt leurs directions - ont accordé un appui tacite ou ouvert au P.Q. lors des élections. La



FTQ, qui regroupe le plus grand nombre de travailleurs, a soutenu ce parti d'une façon quasi inconsciente. «Cette attitude est dangereuse, estime Céline Saint-Pierre. Même si le PQ a manifesté plus de fermeté que le parti libéral dans ses déclarations à l'endroit du milieu patronal, cela ne laisse rien préjuger des intérêts réels qu'il va défendre.»

Le gouvernement peut jouer sur ces ambiguïtés. D'où l'urgence pour les organisations syndicales, de clarifier leurs objectifs et leurs besoins. L'indépendance politique va se faire, mais au profit de qui? Les travailleurs y ont-ils des intérêts? Lesquels? Le PQ entend-il en tenir compte?

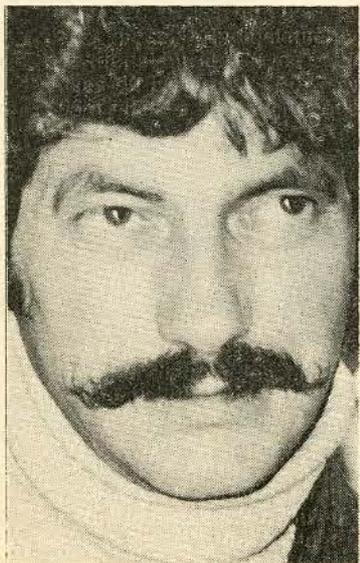
Il est d'autant plus important d'y voir clair, conclut Mme St-Pierre, qu'à l'heure actuelle, le gouvernement péquiste se comporte tout au plus comme un parti libéral nationaliste.

Claire Gauthier

## Décrocher un DEC ou apprendre le macramé?

Pour 77-78, l'équivalent de 97 membres du personnel se sont vus attribuer des remboursements de frais de scolarité ou des bourses, ou l'un et l'autre à la fois. En tout, un montant de près de \$30 000, octroyé par le vice-rectorat aux finances.

L'UQAM compte 746 employés syndiqués et non-syndiqués répartis en quatre secteurs: bureau, métiers et services, professionnel et technique. La convention collective exige la formation d'un comité paritaire de perfectionnement formé de 4 membres



Michel Pichette.

représentants chacun un secteur de travail et d'un nombre équivalent de représentants de l'employeur. Dans les faits, Michel Pichette, Laurier Desrochers, Gérald Gagnon et Lucette Nadon représentent le syndicat; Marguerite Dorion et Guy Goulet, du service du personnel, complètent le comité.

Le perfectionnement est-il très couru chez les employés? Existe-t-il une politique d'attribution des chances de perfectionnement? Marguerite Dorion connaît bien la question pour s'en être occupée pendant des années: «Nous avons une politique ad hoc. Nous avons toujours procédé par comparaison, méthode historique, etc. Ce n'est peut-être pas l'idéal. Notre priorité est le paiement des frais de scolarité; ensuite seulement, nous évaluons selon le budget qui nous reste, le nombre de bourses à attribuer et le montant de chacune d'elles.»

Pour ce qui est des demandes, Mlle Dorion constate qu'elles sont pratiquement absentes du secteur métiers et services. «Il faudrait sans doute trouver une façon d'informer ces employés sur leurs possibilités de perfectionnement.»

Sur ce, Michel Pichette rejoint les propos de Marguerite Dorion. «Nous privilégions les scolarités moindres et favorisons la répartition proportionnelle entre les secteurs même si les demandes proviennent surtout du secteur

bureau. Quant aux employés du secteur métiers, la scolarisation leur a souvent présenté des difficultés... Il faudrait les rencontrer pour leur demander ce qui leur plairait.»

### Une politique et de l'information

Une fois l'étude des dossiers terminée, le comité n'a pas qu'à se croiser les bras. Tout le monde est d'avis que cette année, il faudrait mettre par écrit une politique qui fixe des priorités. A la constatation que Michel Pichette fait: «Les investissements sont carrément insatisfaisants; rien de comparable avec ce que les professeurs reçoivent», Marguerite Dorion précise qu'une politique bien établie permettrait sans doute d'aller chercher un budget plus important.

Il n'est toutefois pas du tout évident qu'un consensus rapide se fasse autour des principaux points de cette politique. «L'Université favorise les cours crédita-bles, souligne Marguerite Dorion; c'est un peu normal» alors que Michel Pichette se demande si un cours culturel (peinture, lecture rapide, méditation transcendante) ne pourrait tout aussi bien justifier une demande de perfectionnement.

Et puis, faut-il vraiment que le perfectionnement soit relié à la tâche du salarié? Un technicien qui veut décrocher un DEC en techniques (pour se perfectionner dans sa tâche) doit-il damer le



Marguerite Dorion

pion à la secrétaire qui s'inscrit au cégep en lettres (pour éventuellement changer de tâche)?

Une fois la politique établie, il faudra la faire connaître. Le comité prévoit donc informer les employés pour combler une lacune actuelle. Combien d'employés en période de probation savent qu'ils sont éligibles au perfectionnement? et combien d'entre nous ignorent qu'on puisse obtenir un congé sans solde d'une session (avec bourse) sans avoir à perdre un poste satisfaisant? D.N.

## Bref

M. Pierre Mayrand, professeur au département d'histoire de l'art, sera de la délégation canadienne au prochain congrès sur le tourisme familial, à Herbeumont, Belgique, les 21, 22, 23 octobre prochains. M. Mayrand est d'avis que les échanges auxquels cette rencontre internationale donnera lieu seront précieux pour le développement des études touristiques à l'UQAM.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

## l'Uqam

Volume IV, numéro 6, le 17 octobre 1977 Université du Québec à Montréal

publié par: section information Université du Québec à Montréal 1199 rue de Bleury, Montréal H3C 3P8 téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin photos: service de l'audiovisuel Dépôt légal: deuxième semestre 1977 Bibliothèque nationale du Québec

## Le pouvoir aux enfants!

Hélène Beauchamp, professeur au module art dramatique, vient d'obtenir pour 77-78, une subvention du Conseil des Arts afin d'effectuer une recherche sur le théâtre pour enfants.

Voir ce qui s'est fait au Québec depuis 12 ans, ce qui se fait maintenant et suggérer des politiques de subventions pour l'avenir. Trois autres personnes constituent l'équipe de recherche.

Historienne du théâtre, c'est peu à peu, presque insensiblement qu'Hélène Beauchamp s'est passionnée pour le théâtre pour enfants. «J'ai été gagnée par la



Hélène Beauchamp

sympathie, l'ouverture, la sincérité des membres des troupes de «jeunes théâtres». Et je trouve l'éducation des enfants tellement à la base d'un changement de société! Faut dire que le fait d'avoir eu un enfant m'a certainement amenée aussi à vouloir un théâtre et une école qui l'aident à progresser.»

L'année dernière, elle refusait de travailler à l'intérieur du système scolaire. Cette année, elle semble avoir tout à fait réajusté son tir. «Je crois maintenant qu'il faut travailler là où sont les enfants. J'ai changé d'optique parce que je constate que, si à l'école, on ne leur donne pas les moyens de s'exprimer et de communiquer, ils n'auront aucun pouvoir et seront d'éternels opprimés.»

A l'UQAM, Hélène Beauchamp assure l'enseignement de deux cours. Une quarantaine d'étudiants sont inscrits au cours théorique de théâtre pour enfants où l'on tente de cerner les thématiques, à choisir les techniques à utiliser pour entrer en contact avec les enfants, dans leurs rêves, leur monde imaginaire tout autant que dans leur troublant quotidien.

Le second cours «didactique de l'expression dramatique» situe carrément, pour sa part, le jeu dramatique à l'école. A la deuxième session, des ateliers d'expérimentation permettront aux étudiants de voir s'ils passent la rampe ou non dans diverses commissions scolaires.

D.N.



L'arrimage de deux modules dans l'espace milieu scolaire-université-étudiants... MM. Bernard Lefebvre et Maurice Soulière, grands animateurs de MUE-Intégration.

## Une pédagogie de la provocation

Il est humain que deux directeurs de module se serrent la main. Ce geste fraternel aussi quotidien qu'anodin revêt ici une portée singulière. Il sanctionne symboliquement le jumelage de deux modules par la convergence de deux projets respectifs. C'est ainsi que des étudiants du module d'enseignement au préscolaire et à l'élémentaire -- directeur, M. Maurice Soulière -- font partie du projet MUE dans les classes d'enseignants qui suivent des cours au module d'enseignement

au préscolaire et à l'élémentaire hors campus -- directeur, M. Bernard Lefebvre -- dans le cadre du projet Intégration.

MUE pour «milieu scolaire-Université-étudiants» est une session de formation universitaire qui se passe dans le milieu éventuel de l'enseignant.

Intégration pour un modèle de préparation et de perfectionnement des maîtres, qui devient matière vivante et mouvante dans ce laboratoire qu'est l'école du quartier, avec de vraies classes, de vrais écoliers, de vrais professeurs et de vrais problèmes: «Lorsque les jeunes enseignants quittent la formation des maîtres, explique M. Lefebvre, ils doivent se plonger dans la pratique de l'enseignement. Ce laborieux rodage de la théorie à la réalité a souvent pour conséquence d'annihiler toutes les idées novatrices de refréner le dynamisme. Alors on s'est dit: pourquoi pas développer un modèle d'intégration et de perfectionnement qui s'harmoniserait sur le champ même des opérations, c'est-à-dire dans l'école.»

Ce terrain d'expérimentation, c'est par exemple le MUE-Laval. Dans une demi-douzaine d'écoles de la Commission scolaire des Mille-Iles, seize étudiants à la

formation des maîtres font une session complète à raison de trois jours d'enseignement sur place et une journée à l'Université. Des professeurs-conseils de l'UQAM les encadrent par petits groupes. Qu'on les appelle animateurs pédagogiques ou agents d'encadrement, ces professeurs de linguistique, de mathématiques, des sciences de l'éducation et autres -- tous à temps complet, soit dit en passant -- sortent du campus, vont dans l'école pour voir, conseiller, orienter, apporter les correctifs, aiguillonner les efforts; discuter: «Aînés qui guident leurs jeunes collègues, les profs réalisent leur vieux rêve de participer étroitement aux projets. Un meilleur éclairage du milieu scolaire!» précise M. Lefebvre. «Notre type d'intervention nous fait percevoir de façon un peu plus claire la réalité pédagogique», appuie M. Soulière.

Tous les deux, forts de l'appui positif des directeurs de départements ainsi que du vice-doyen à la formation des maîtres, n'hésitent pas à qualifier l'expérience, qu'ils disent sans précédent, d'aiguillon, de stimulateur, de véritable pédagogie de la provocation.

Claude Asselin

## La société d'Etat, locomotive ou remorque de notre économie?

«J'ai voulu voir si, depuis la création des grandes sociétés d'Etat québécoises, Caisse de dépôt et de placement, SGF, SIDBEC, à partir des années 60, le gouvernement du Québec se donnait des objectifs économiques dans une tentative d'aider l'entreprise privée. Ou bien s'il se dotait plutôt d'outils pour une politique économique autonome qu'il allait pousser de l'avant».

Telle est la perspective dans laquelle M. Pierre Fournier, professeur de science politique à l'UQAM, a préparé pour l'Office de planification et de développement du Québec un rapport intitulé «Les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire». L'étude, (qui se réfère aux forces vives de notre milieu comme moteur de progrès collectif et non à des modèles étrangers) pose principalement les questions suivantes: les sociétés mises en place par l'Etat contribuent-elles à l'essor économi-

que? sont-elles créatrices d'emplois? agents de transformation de la structure industrielle traditionnelle en secteurs de pointe (entreprises-moteurs)? facteurs de développement des petites et moyennes entreprises en grandes sociétés par regroupement ou infusion de capital? Et comment l'Etat québécois améliore-t-il la position de l'entreprise canadienne-française? Parmi la trentaine de sociétés d'Etat qui compte le Québec, M. Fournier a choisi les huit ou neuf qui ont un impact direct sur la structure industrielle; soit, en plus des trois nommées plus haut, la Société de développement industriel (SDI), l'Hydro-Québec et la Société de développement de la baie James, la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) ainsi que la Société québécoise d'initiatives pétrolières.

«Globalement, les sociétés d'Etat n'ont pas réalisé l'essentiel de leurs objectifs, commente l'auteur. Pour quelles raisons? Malgré des performances relativement satisfaisantes, malgré un impact positif indéniable, elles se sont trop souvent comportées comme des partenaires juniors de l'entreprise privée en se cantonnant dans des secteurs non rentables, ou en assumant des risques que les compagnies n'étaient pas prêtes à prendre. Les sociétés d'Etat ne doivent pas craindre d'être rentables et de concurrencer l'entreprise privée sur son terrain. Ça veut dire prendre les devants, lancer des projets industriels, former à long terme des gestionnaires publics au lieu de les piger dans le secteur privé, exercer un contrôle déterminant sur les projets con-

jointes avec l'entreprise privée, assurer une meilleure coordination entre les sociétés d'Etat et de plus, ne pas hésiter à rendre publique toute l'information possible sur les activités.

«A toutes fins utiles, je suggère qu'on se fixe des objectifs économiques très clairs, qu'on choisisse des secteurs, qu'on attire le capital, autochtone ou étranger, et une fois ces politiques définies, qu'on se serve des sociétés d'Etat pour atteindre ces objectifs.»

C.A.

## Projets de travail du LARSI

M. J. Chung, directeur du laboratoire de recherche en sciences immobilières (LARSI), se joindra bientôt à une équipe de l'INRS-Urbanisation pour effectuer un travail de recherche d'une durée de trois ans.

L'INRS-Urbanisation a, en effet, reçu récemment une subvention substantielle (\$1 000 000) du Conseil des Arts pour le programme de recherche «Les nouveaux espaces résidentiels». Le programme comprend 5 projets et constitue la première étude canadienne d'envergure sur le sujet.

«C'est dans le projet sur les structures de l'industrie de la construction que je travaillerai, explique M. Chung. Cela me plaît beaucoup car il y a longtemps que je veux vérifier des choses dans ce domaine.

«Il s'agit d'étudier le comportement des promoteurs-construc-teurs, leur processus de prise de décision: font-ils une évaluation du marché? si oui, comment? de quelle façon exploitent-ils le mar-

ché? les pouvoirs sont-ils concentrés dans une poignée de grandes entreprises? quels sont leurs niveaux d'intégration dans l'achat, l'aménagement du terrain, la location, la distribution? que se passe-t-il du côté des matériaux de construction?»

M. Chung croit en la possibilité d'intégrer à cette recherche le personnel du LARSI, de sorte que cela puisse constituer un projet conjoint LARSI-INRS.

Outre ce projet, l'équipe du LARSI, composée de deux secrétaires, d'un documentaliste, d'un directeur et de deux chercheurs, a beaucoup de chats à fouetter. Un nouveau projet vient de démarrer pour le compte du ministère des Transports du Québec: L'analyse de l'impact économique et social des autoroutes.

Deux autres travaux sont actuellement en cours. Le premier, qui sera terminé sous peu, étudie les critères d'intervention politique de la Société d'Habitation du Québec. Le vice-doyen des scien-

ces économiques et administratives, Florence Adenot-Juncas, est membre de cette équipe de travail de même que Bernard Vachon et Jean Carrière, du département de géographie et Jean-Luc Pilon, attaché au LARSI. A la demande du ministère de l'Education, une autre équipe a entrepris une étude sur un modèle économétrique permettant de prévoir la construction résidentielle dans la région métropolitaine de Montréal.

Un nouveau champ d'étude semble devoir être exploré cette année en collaboration avec l'Université de Toulouse: les disparités inter-régionales du revenu.

Enfin, commentant le rayonnement extérieur du LARSI, M. Chung ne manque pas de mentionner qu'il fait actuellement partie d'un groupe de travail sur la loi de conciliation entre locataires et propriétaires. On y réalise une étude économétrique sur l'effet du contrôle du loyer.

D.N.

### Bref

Une tradition au module d'arts plastiques qui n'est pas près de mourir: les séjours de groupes à New-York. Cette semaine, une cinquantaine de professeurs et étudiants visitent les principaux musées (Guggenheim, Metropolitan, Modern Art, Whitney) ainsi que plusieurs galeries d'art. Il en coûtait seulement \$42 aux étudiants pour les frais de transport et de logement alors qu'on pouvait à même le budget des activités modulaires, \$10 par tête de pipe.

# La révolution tranquille au Latourelle

«Tous ces locaux-là, ils ont été payés par la population. Alors, ouvrons-lui les portes du pavillon Latourelle!», déduit en bonne logique l'animateur Jean-Guy Prescott, du service des sports de l'UQAM.

Démarche expéditive, décision rapide! Entre deux vols d'oiseaux, ceux qui montent du Sud au printemps, ceux qui quittent le Nord à l'automne, le service des sports a changé de but en blanc sa politique.

D'abord, un recensement des organismes à buts sociaux dans un quadrilatère délimité par le centre-ville ouest, le boul. Saint-Joseph, le boul. Pie-IX et le fleuve. Puis, une mise en rapport avec ces organisations en nombre de 110 pour offrir la collaboration du service des sports en ressources humaines et physiques (locaux). Et presto! Les portes du Latourelle se sont ouvertes toutes grandes à la communauté environnante, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas de l'UQAM.

Pour le chauffeur de taxi, le jeune de la rue Plessis, comme pour le professeur, l'employé de soutien, l'étudiant, une même carte à \$15 pour l'année complète et un tarif unique de \$5 pour chacune des activités dirigées. Tous ont accès sur un pied d'égalité aux programmes d'activités libres et dirigées, à l'intérieur comme en plein air. Si on prend pour exemple une ou deux listes d'inscriptions choisies au hasard, on constate que sur 21 participants à l'aïkido, il y en a 10 de l'UQAM et 11 de l'extérieur. Au karaté, 10 de l'UQAM et 10 de l'extérieur. Dans les deux cas, un rapport de 50/50.

L'autre volet de la nouvelle politique, c'est l'accessibilité sans aucun frais des locaux (salles d'entraînement, de réunions, gymnase et piscine) à tous les groupes et associations à but non lucratif qui en font la demande.

Des noms, des faits? Il y a les petits rats du studio de danse La Volière, des lutteurs de l'Institut des sports du Québec, des joueurs de ballon volant du Seuqam, des équipes profs-étudiants des modules de biologie et de relations humaines, les Francs-Amis (gymnase et vestiaire du pavillon Lafontaine) pour la remise des trophées du Marathon annuel du Parc Lafontaine, le Théâtre de la Bascule, le conseil juridique Saint-Louis, la Fédération de canot-camping (local pour cartographe des cours d'eau canotables), Le Monde à Bicyclette, la Maison Saint-Jacques (jeunes à problèmes affectifs), le Projet 80 (jeunes du quartier de la rue Plessis), Beauvoyage (jeunes délinquants), l'E-

cole libre (projet d'activités parents-élèves de la CECM).

Egalisation des chances pour tous, généralisation de l'accès aux ressources humaines et physiques, mais encore et par dessus tout, une option ferme pour le sport et le loisir de base: «Amener les gens à faire de l'activité physique pour qu'ils se sentent bien dans leur peau. Pas

pour faire des champions! C'est ainsi qu'après avoir débarassé les craintifs de leur peur de l'eau (et Dieu sait qu'ils sont nombreux!), on les initie à la natation sans dépasser le niveau «Junior». C'est ainsi qu'en prenant un petit sentier de ski de fond, on en profite pour faire un peu d'écologie. On ne vas pas plus loin.» conclut M. Prescott. C.A.



## Chandelles et nappes à carreaux

La cafétéria du pavillon Riverin I se réchauffe les jeudis et vendredis soir entre 19 heures et 2 heures du matin. Le bar est ouvert, la musique est continue, on danse. Il y a des nappes à carreaux et des chandelles sur les tables, ce qui change passablement l'atmosphère un peu gelée du local.

Le party d'ouverture de la discothèque «Le Collectif», jeudi 6 octobre, a réuni plus de 200 personnes. C'est un début et Ghislain Auger, initiateur du projet, espère que le bouche à oreille amènera beaucoup plus de monde dans les prochaines semaines.

Une discothèque à l'UQAM n'est pas une mauvaise idée, mais ça ne s'organise pas avec des prières, d'où viennent les sous? Ce sont les Services collectifs universitaires qui ont eu l'idée de faire renaître une discothèque à l'Université. «A la fin de l'été, raconte Ghislain Auger, le service d'animation socio-culturelle m'avait qu'il avait abandonné certains champs d'activité pour l'année 77-78. On présumait que les SCU «seraient tout indiqués pour prendre la relève de l'organisation des parys s'adressant à la collectivité de l'UQAM, voire même environnante». Ça tombait pile puisque les SCU, lors de l'assemblée générale du

mois de juin adoptait la résolution suivante: «Que le conseil d'administration des services collectifs universitaires voit à mettre sur pied un bar à l'endroit et au moment jugés les plus favorables».

L'endroit le plus propice, après consultation avec le service des Immeubles et équipements, s'est trouvé être le pavillon Riverin I, à la cafétéria. «Au Riverin I, nous n'avions pas besoin d'un service de sécurité spécial. Par ailleurs, le local n'étant pas trop grand, cela facilitait l'installation du système de son, la décoration, le service».

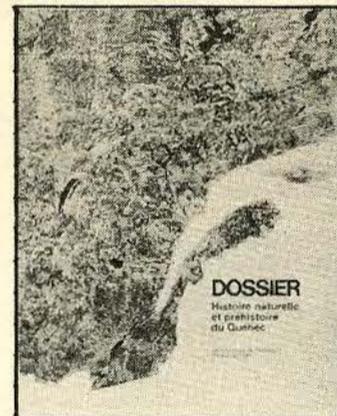
Avec un budget de l'ordre de \$300. par soirée (musique, ménage, service de waiters, chandelles) les SCU se tirent d'affaire. Ou plutôt ne font pas de dettes. Ils comptent sur la vente des p'tites bières (85 cents), du cidre (\$3 la bouteille), du vin (\$4 la bouteille) pour amortir les frais, pour s'autofinancer.

La discothèque «Le Collectif» est ouverte pour le rester. Mais tout dépendra de la réponse des gens, admet Ghislain Auger, qui précise que les difficultés techniques des premiers jours sont en voie de correction: «Le mixage, l'enchaînement de la musique, l'amélioration du système de son, on y voit». H.S.

les gens d'ici...



La troisième édition d'un volume paru pour la première fois en 1973, «Recherche opérationnelle: techniques décisionnelles» de Yvon G. Perreault, vient d'être publiée aux éditions Gaetan Morin. Professeur au département des sciences économiques et administratives et attaché à la chaire McDonald Stewart, M. Perreault définit la recherche opérationnelle comme étant l'analyse systématique et scientifique de situations nécessitant une prise de décision. Quatre types de situations - correspondant à quatre têtes de chapitres - peuvent entourer la prise de décision: décision en état d'ignorance, en état de certitude, de risque et de conflit. Un dernier chapitre traite de la planification des inventaires. M. Alphonse Riverin note dans sa préface: «Nos universités...et aussi les managers en poste, ont compris que le management devait, dans la mesure où les problèmes décisionnels deviennent de plus en plus complexes, s'appuyer sur des bases rationnelles indiscutables». L'ouvrage de M. Perreault semble fournir, en ce sens, de précieux outils pour l'enseignement de la gestion.



Complément de l'exposition Paléo-Québec tenue l'année dernière, le cahier «Histoire naturelle et préhistoire du Québec» est le second dossier publié par la Galerie UQAM. Dirigé par Luc Monette, conçu et réalisé par la section graphisme de l'UQAM,

imprimé au service des approvisionnements, ce cahier didactique est abondamment illustré (cartes archéologiques, photographies etc.). Trois des quatre textes ont été rédigés par des professeurs de l'UQAM: Franz Mayr, professeur au département des sciences de la terre (Profil d'une glaciation continentale); Patrick Plumet, du laboratoire d'archéologie (La préhistoire du Nouveau-Québec-Labrador et le programme de recherche tuvaaluk; Gilles Tassé, également du laboratoire d'archéologie (Les Amérindiens de la préhistoire). Il faut noter de plus la collaboration de Pierre Richard, de l'Université de Montréal sur l'histoire de la végétation du Québec. Tiré à 2 000 exemplaires, le dossier est envoyé à tous les participants du colloque 77 sur le quaternaire au Québec ainsi qu'à ceux du congrès international sur le quaternaire tenu récemment à Birmingham, Angleterre.



Né en 1975, le revue «Dérives» en est à sa neuvième parution. Jean Jonassaint, étudiant en études littéraires et Nanie Piou, étudiante en linguistique, sont à la fois membres du comité de rédaction et de production. Ils définissent Dérives comme une revue culturelle de création, d'analyse et d'information sur le Tiers-Monde et sur le Québec. «Spécial Chili», peut-on lire en gros caractères sur la page couverture du dernier numéro. Au sommaire: des poésies de Neruda, Herrero, Rojas, Uribe et Vinuela. Des textes d'intervention sur le théâtre et le cinéma chiliens. Une étude sur la nouvelle chanson chilienne, «voix puissante et combative». Enfin, une pièce de taille: «Analyse et aspiration des travailleurs chiliens après 44 mois de gouvernement militaire.» Cet imposant document, élaboré en mai 77, a reçu l'appui de plus de 125 syndicats chiliens. «Ce numéro est avant tout signe de la volonté des Chiliens (tant de l'intérieur que de l'exil) de ne point abdicuer devant le fascisme et de leur détermination de lutter pour construire un pays libre et démocratique».

# UQAM - FTQ - CSN : à bout de ressources

Le protocole UQAM-FTQ-CSN poursuit son petit bonhomme de chemin. «Plus on en fait, plus on a de demandes» souligne Michel Lizée, coordonnateur actuel du projet.

Les besoins de formation et de recherche des centrales syndicales sont si pressants qu'on ne suffit plus à la tâche. «Une préoccupation majeure du comité est d'obtenir des ressources financières et humaines accrues, sinon l'entente est vouée à l'instabilité et à la marginalité», peut-on lire dans le récent rapport annuel déposé par le comité

conjoint.

Des ressources humaines accrues, cela signifie deux choses: d'abord la nécessité d'embaucher un second coordonnateur qui partagerait les tâches de définition des besoins, d'élaboration des contenus, de réalisation des projets, de prospection et d'encadrement. Ensuite, cela veut dire associer le plus grand nombre possible de professeurs-chercheurs de l'UQAM à la réalisation de projets.

En ce sens, Michel Lizée et les membres UQAM du comité conjoint (Luc Desnoyers, Richard

Desrosiers, Pierre Gladu et Paul Martel-Roy), entreprendront sous peu une tournée des principales assemblées départementales susceptibles d'être concernées par de telles activités. Ils tenteront d'informer les professeurs sur le protocole ainsi que sur les attentes et besoins du monde syndical; ces visites-éclair leur permettront également de mieux sonder le champ d'intérêts des professeurs ainsi que les ressources dont l'Université dispose.

Les derniers projets acceptés par le comité conjoint témoignent de la diversité du travail accom-

pli: recherches économiques en relation avec le sommet économique de la Malbaie (FTQ); recherches sur le financement des institutions d'enseignement post-secondaire (CSN); préparation d'un outil de travail sur le développement d'un programme de formation sur la négociation collective (FTQ). Le premier projet est évidemment chose du passé alors que les deux derniers sont en cours.

Trois autres avenues sont actuellement explorées qui pourraient conduire à l'élaboration de projets, pourvu que les services

d'éducation syndicaux les acceptent et que le comité conjoint, responsable de la gestion du projet, donne son accord. Ce sont: la préparation d'un outil de travail sur l'organisation du travail, sur les problèmes du secteur municipal ainsi que sur le secteur fer et acier.

«Nos outils de travail n'ont pas une portée limitée, conclut Michel Lizée. Nous travaillons sur des multiplicateurs et rejoignons ainsi plusieurs responsables syndicaux, même à l'extérieur de Montréal.»